



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 40 (2022)

Faits saillants

- ❖ Malaisie : ratification du CPTPP
- ❖ Indonésie / Philippines : inflation au plus haut depuis respectivement 7 et 4 ans
- ❖ Indonésie : baisse des réserves de change

Région

Amélioration de l'indice PMI manufacturier en septembre

L'indice PMI de S&P, reflétant le niveau de confiance des entreprises dans le secteur manufacturier, s'est élevé à 53,5 après 52,3 en août, signalant, selon S&P Global, une amélioration de la santé du secteur manufacturier de l'ASEAN pour le 12^{ème} mois consécutif. Cette évolution s'explique par une hausse plus marquée de la demande et de la production, ainsi que par l'amélioration de la situation de l'emploi consécutive à la reprise de l'activité. Si, à l'exception de la Birmanie (43,1) et de la Malaisie (49,1), tous les pays de la zone connaissent un rebond de leurs activités manufacturières, la situation reste contrastée au niveau régional. L'indice PMI manufacturier se maintient à un niveau élevé à Singapour (58,5) et atteint son plus haut niveau depuis le début de la collecte de données en 2015 en Thaïlande (55,7). Il croît également aux Philippines (52,9) ainsi qu'au Vietnam (52,5).

S&P Global ASEAN Manufacturing PMI

sa, >50 = improvement since previous month



Source: S&P Global.

❖ LE CHIFFRE À RETENIR

1 Md€

Valeur de l'émission d'obligations islamiques vertes (« green sukuk ») par le gouvernement malaisien

AMRO : perspectives de croissance positives dans l'ASEAN en 2022 et 2023

Dans sa mise à jour trimestrielle d'octobre, le Bureau de recherche macroéconomique de l'ASEAN+3 (AMRO) a revu à la baisse ses prévisions pour les dix pays de l'ASEAN, la Chine, la Corée du Sud et le Japon, compte tenu de la situation en Chine – politique zéro Covid, faiblesse du secteur immobilier – et du risque de récession aux États-Unis et en zone Euro. L'AMRO anticipe une croissance réelle du PIB de l'ASEAN+3 de 3,7% en 2022 (-0,6 pp par rapport à juillet) et 4,6% en 2023 (-0,3 pp). Les prévisions de la croissance dans l'ASEAN se portent relativement bien, à 5,3% cette année (+0,2 pp par rapport à juillet) et 4,9% en 2023 (-0,3 pp),

le repli des prévisions dans certains pays de l'ASEAN étant compensé par une accélération de la croissance en Malaisie (+1,3 pp), au Vietnam (+0,7 pp) et au Laos (+0,5pp). Par ailleurs, l'AMRO relève sa prévision d'inflation pour l'ASEAN+3 à 6,2% cette année (7,6% pour l'ASEAN-10, +1,4 pp par rapport à juillet) et prévoit un retour de l'inflation à 3,4% l'an prochain (4,0% pour l'ASEAN-10).

Economy	Gross Domestic Product (Percent year-on-year)				
	2021 (Actual)	AREO 2022 Quarterly Update (July 2022)		AREO 2022 Quarterly Update (October 2022)	
		2022 ^p	2023 ^f	2022 ^p	2023 ^f
ASEAN+3	6.0	4.3	4.9	3.7	4.6
Plus-3	6.8	4.1	4.9	3.3	4.5
China	8.1	4.8	5.7	3.8	5.3
Hong Kong, China	6.4	1.1	3.7	0.3	3.9
Japan	1.7	1.8	2.0	1.6	1.6
Korea	4.1	2.5	2.6	2.4	2.3
ASEAN	3.1	5.1	5.2	5.3	4.9
Brunei Darussalam	-1.6	3.0	3.9	0.7	3.0
Cambodia	3.0	4.9	5.8	5.0	5.4
Indonesia	3.7	5.1	5.4	5.2	5.1
Lao PDR	2.6	3.5	4.9	4.0	3.9
Malaysia	3.1	6.0	5.0	7.3	4.2
Myanmar	-18.7	1.5	-	1.2	-
The Philippines	5.7	6.9	6.5	6.9	6.3
Singapore	7.6	3.9	2.4	3.1	2.0
Thailand	1.6	3.2	4.9	3.2	4.8
Vietnam	2.6	6.3	6.5	7.0	6.5

Source: AMRO staff estimates.

JCER/Nikkei: consensus sur les impacts de l'inflation et du resserrement monétaire en 2023

Economic growth forecast for ASEAN 5, India and China (Change from a year earlier; in percent)

	2022			'23		'21	'22	'23	'24
	Q2	Q3	Q4	Q1	Q2				
ASEAN5	5.5	5.9 (5.4)	4.1 (4.2)	3.9 (4.4)	4.0	4.0	5.0 (5.0)	4.3 (4.8)	4.6 (4.7)
Indonesia	5.4	5.6 (5.4)	4.4 (4.3)	4.5 (4.6)	4.5	3.7	5.1 (5.1)	4.9 (5.1)	5.1 (5.2)
Malaysia	8.9	10.5 (6.7)	4.6 (4.4)	4.2 (4.1)	3.4	3.1	6.9 (6.0)	4.0 (4.6)	4.6 (5.1)
Philippines	7.4	6.2 (6.0)	4.3 (5.4)	4.0 (5.3)	4.6	5.7	6.5 (6.6)	5.4 (5.6)	6.0 (5.8)
Singapore	4.4	4.0 (4.7)	3.2 (3.4)	2.2 (3.3)	2.5	7.6	3.8 (4.3)	2.2 (3.5)	2.8 (3.1)
Thailand	2.5	4.5 (4.7)	3.7 (3.6)	3.7 (4.2)	3.8	1.5	3.2 (3.2)	3.7 (4.4)	3.6 (3.6)
India	13.5	6.7 (6.6)	4.5 (4.6)	3.7 (4.0)	6.2	8.7	7.0 (7.2)	6.0 (6.2)	6.7 (6.1)
China	0.4	-	-	-	-	8.1	- (4.1)	- (5.4)	- (4.9)

Forecasts are for 2022 onward; figures in parentheses represent average forecasts as of the previous survey in June 2022; annual figures for India are those of fiscal year (April-March)

Source: JCER/Nikkei Consensus Survey, Nikkei/NQN Survey, Haver Analytics

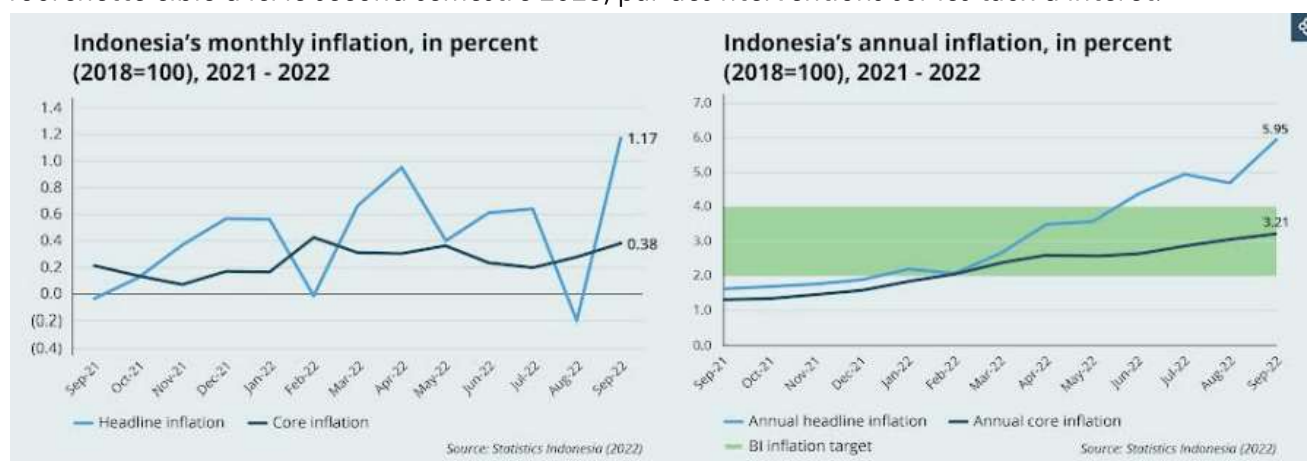
économistes ont revu leurs prévisions de croissance pour 2023 à la baisse pour les Philippines (à 5,4% soit -0,2 pp par rapport à la précédente prévision), l'Indonésie (5,1%, -0,2 pp), la Malaisie (4,0%, -0,6 pp), la Thaïlande (3,7%, -0,7 pp) et Singapour (2,2%, -1,3 pp). Les incertitudes liées à la situation en Chine – politique zéro-Covid, déflation immobilière ou encore crise technologique – constitueraient les principaux risques pour l'économie mondiale.

La croissance pourrait ralentir dans les 5 premières économies de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) en 2023 en raison de l'inflation et du resserrement monétaire aux États-Unis, selon les derniers résultats du sondage trimestriel de l'institut de recherche Japan Center for Economic Research (JCER) et du journal Nikkei. D'après cette enquête, les 5 pays de l'ASEAN devraient afficher ensemble une croissance de 4,3% en 2023 (-0,5 pp par rapport à la précédente estimation). Par pays, les

Indonésie

Inflation en septembre au plus haut depuis sept ans

L'inflation indonésienne monte en flèche en septembre 2022 pour atteindre son plus haut sommet depuis sept ans. L'inflation est à 1,17% en variation mensuelle (v.m.), tandis qu'elle s'établit à 5,95% en glissement annuel (g.a.), stimulée par la hausse des prix du carburant. La principale source de croissance du niveau des prix vient de l'augmentation des prix du carburant, que le gouvernement indonésien a autorisée pour faire face à la hausse constante des cours mondiaux du pétrole et alléger le fardeau qui en résulte pour le budget de l'État. L'augmentation de 32% des prix du carburant début septembre a entraîné une hausse générale des prix loin de sa moyenne annuelle à 0,44% en v.m. et 3,13% en g.a. De plus, l'inflation sous-jacente (0,30% en v.m., 3,21% en g.a.) s'écarte également de sa moyenne annuelle de 0,81% (v.m.) et 2,21% (g.a.). La banque centrale, qui indiquait en septembre que la cible de 2-4% pour l'inflation pourrait être dépassée cette année, s'est engagée à ramener l'inflation sous-jacente dans sa fourchette cible d'ici le second semestre 2023, par des interventions sur les taux d'intérêt.



Remise en cause de l'indépendance de la banque centrale

Dans le cadre de la nouvelle proposition de loi de réforme du secteur financier, la chambre des représentants a introduit des changements considérables par rapport au projet initial proposé par le gouvernement de 2020, dont certains sont très controversés. L'un des changements les plus controversés dans la proposition de loi de la chambre concerne les conditions pour siéger au conseil d'administration de la banque centrale. Actuellement, il existe une interdiction spécifique : « les administrateurs ou les membres d'un parti politique ne peuvent pas faire partie du conseil d'administration de BI ». Le nouveau texte de loi omnibus prévoit de supprimer cette clause, ce qui selon nombre d'économistes porterait un risque de conflits d'intérêts, dans le contexte indonésien. Le nouveau texte proposé par la chambre donnerait également un contrôle parlementaire sur l'activité de l'autorité des marchés financiers.

Diminution des réserves de change

Les réserves de change s'élevaient à 130,8 Mds USD fin septembre 2022, en légère baisse par rapport au montant de 132,2 Mds USD enregistré fin août. Cette diminution est liée, entre autres, au paiement de la dette extérieure et la nécessité de stabiliser la roupie comme l'a indiqué la banque centrale. Les réserves de change équivalent à 5,9 mois d'importations, au-dessus de la norme internationale d'adéquation de 3 mois. La banque centrale considère ce niveau de réserves suffisant pour soutenir la résilience extérieure et maintenir la stabilité du système macroéconomique et financier.

Malaisie

Ratification du CPTPP

Malgré un contexte politique sous tension, le gouvernement a ratifié l'Accord de partenariat transpacifique global et progressif (CPTPP), plus de quatre ans après l'avoir signé, en mars 2018. D'après l'analyse coût-avantage réalisée par PwC Malaysia, la ratification du CPTPP aura un impact positif de 1,9 point sur la croissance du PIB d'ici 2030, et générera 140 000 nouveaux emplois et 112,3 Mds USD d'investissements supplémentaires sur la même période.

Émission massive d'obligations vertes islamiques

Le gouvernement malaisien a émis pour 1 Md EUR de green sukuk, à maturité d'au moins quinze ans, plus d'un an après la dernière émission de ce type d'obligation en avril 2021. La dette contractée reste en majorité détenue par des résidents en monnaie locale (institutions financières et investisseurs institutionnels malaisiens). Pour mémoire, entre 2015 et 2021, les autorités malaisiennes ont émis pour près de 2 Mds EUR de green sukuk. Par ailleurs, dans le cadre de la stratégie visant à faire de la Malaisie un centre financier mondial en matière de finance islamique, la banque nationale (Bank Negara Malaysia) et l'autorité de supervision boursière (Securities Commission Malaysia) ont annoncé la mise en place d'un conseil (Malaysia International Islamic Financial Centre (MIIFC) Leadership Council) chargé de piloter les propositions de stratégie et de superviser les initiatives mises en œuvre par l'industrie.

Sortie de piste enfin maîtrisée par la CAAM

La Civil Aviation Authority of Malaysia (CAAM) fait à nouveau partie de la catégorie 1 des régulateurs de la sécurité aérienne. Rétrogradée en catégorie 2 le 11 novembre 2019 par l'agence américaine de sécurité aérienne (FAA) suite à un audit conduit dans le cadre de son programme International Aviation Safety Assessment (IASA), la Malaisie était dans l'impossibilité d'ouvrir ou modifier toute liaison aérienne avec les Etats-Unis. Désormais en règle avec les standards de sécurité de l'ICAO (International Civil Aviation Organisation), dont les audits sont réalisés par la FAA, la CAAM envoie un signal positif à l'industrie du transport aérien.

Singapour

Première contraction en deux ans de l'indice PMI calculé par le SIPMM

L'indice de confiance des directeurs d'achat (Purchasing Managers' Index), calculé par le Singapore Institute of Purchasing and Materials Management (SIPMM), s'est contracté pour la première fois en deux ans à 49,9 en septembre (-0,1 pt), passant sous la barre des 50, après vingt-six mois de croissance continue. En lien avec les pressions inflationnistes pesant sur la production et le resserrement monétaire américain, le sous-indice des prix des intrants s'est de nouveau dégradé en septembre. Le secteur de l'électronique a reculé de 0,2 pt à 49,4, se contractant pour le second mois consécutif, sur fond de baisse des nouvelles commandes et de dégradation de l'emploi après vingt-deux mois d'expansion continue.

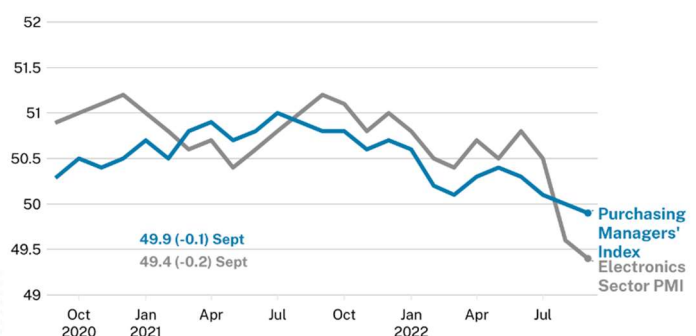


Chart: BT Digital • Source: Singapore Institute of Purchasing and Materials Management

Lancement du ESG Impact Hub par l'Autorité monétaire de Singapour

L'Autorité monétaire de Singapour a lancé ce mercredi 5 octobre un hub qui accueille pour le moment 15 start-ups, institutions financières et autres parties prenantes impliquées dans des initiatives ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance). Ce ESG Impact Hub a pour vocation d'accélérer la croissance de l'écosystème ESG de Singapour via trois axes : i) le développement des FinTech ESG permettant de collecter, déclarer et vérifier de manière fiable les données sur le climat et le degré de durabilité des entreprises ; ii) l'ancrage des acteurs ESG, à travers la mise en place d'accélérateurs de FinTech ESG ou encore de formations ; ainsi que iii) le soutien des parties prenantes du hub sur lesquels la MAS veut s'appuyer pour permettre la transition des secteurs.

Maintien de la croissance des ventes au détail en août

Les ventes au détail de Singapour ont augmenté de 13,0% en g.a. en août (2,7 Mds USD), prolongeant la hausse de 13,9% enregistrée en juillet, malgré un nouveau ralentissement sur une base mensuelle. La majorité des catégories de commerce de détail ont enregistré une croissance des ventes. L'industrie de l'habillement et de la chaussure a enregistré la plus forte augmentation de ventes en g.a. à 64,7% et les services de restauration ont vu leurs ventes progresser de 40,2%, en raison, d'une part, de la faible base d'août 2021 – période marquée par de fortes restrictions dans les lieux de restauration -, d'autre part, de la reprise de demande. Les ventes de véhicules automobiles ont quant à elles chuté de 7,9% en g.a., en raison de la baisse du quota de certificats d'habilitations cette année. Sur le long terme, les ventes au détail pourraient être affectées par une baisse des dépenses de consommation en raison de l'inflation persistante.

Vietnam

Légère baisse du taux de chômage au troisième trimestre

Selon les statistiques vietnamiennes, le taux de chômage s'élève à 2,28% au troisième trimestre, soit une diminution de 0,04 point de pourcentage par rapport au trimestre précédent et de 1,70 point par rapport à la même période de l'année précédente. Par ailleurs, le sous-emploi enregistre une baisse similaire de 0,04 point de pourcentage sur le trimestre et de 2,54 point par rapport à l'année dernière. La baisse du chômage s'accompagne d'une hausse du salaire mensuel moyen de 5,28 USD par rapport au trimestre précédent et de 67 USD par rapport à la même période de l'an dernier. Le salaire moyen des hommes est de 335 USD/mois et celui des femmes de 293 USD/mois.

Forte dépendance vis-à-vis des importations de technologies et d'équipements

D'après les statistiques vietnamiennes, 75% des technologies et équipements achetés par les entreprises vietnamiennes sont importés, représentant un budget croissant pour le pays, de 27 Mds USD en 2016 à 40 Mds USD en 2020. La commercialisation des produits issus des centres nationaux de recherche et développement est encore limitée. Seules 16% des entreprises interrogées dans une enquête récente considéraient les instituts de recherche vietnamiens comme des fournisseurs de produits scientifiques et technologiques. Dans le cadre du programme national de développement du marché de la science et de la technologie d'ici 2030, le gouvernement promeut actuellement la mise en place de centres d'innovation nationaux et l'enregistrement des droits de propriété intellectuelle par les entreprises vietnamiennes sur les marchés étrangers.

Modification par des entreprises des plans de levée de capitaux

En raison des incertitudes mondiales et de la récente baisse du marché boursier, où nombre d'actions ont vu leurs prix baisser de 50% à 70%, certaines entreprises, dont Sao Mai Group Corporation, Louis Capital JSC et Kien Giang Construction Investment Consultancy Group, ont annulé leurs projets d'émissions de titres et ont à la place décidé de se financer auprès de leurs actionnaires existants ou par placements privés. D'autres entreprises, qui ont maintenu leur émission d'actions, ont tout de même diminué le prix initial des nouveaux titres émis, de 50% pour Development Investment Construction JSC et de 20% pour Duc Housing Development Corporation.

Thaïlande

Baisse des projets d'investissements directs étrangers au premier semestre

Les projets d'investissement direct étrangers ont nettement diminué sur les six premiers mois de l'année, atteignant un total de 3,8 Mds USD contre 8,8 Mds USD sur la même période en 2021. Les diminutions les plus notables concernent le secteur des services (-90%) et le secteur manufacturier (-15%), en particulier les produits chimiques (-75%), électroniques (-57%) et l'industrie textile (-53%). Cette tendance témoigne de la difficulté de la Thaïlande à significativement attirer des IDE dans un contexte de forte concurrence des autres pays de l'ASEAN. Bien que la Thaïlande accueille le stock d'IDE le plus important de l'ASEAN (après Singapour) à 279 Mds USD en 2021 (56% du PIB), les flux entrants ont faibli depuis le début des années 2000 : environ 1,9% du PIB entre 2011 et 2019, contre 3,4% entre 2001 et 2010. Leur part dans les flux totaux dans l'ASEAN s'est constamment abaissée depuis 20 ans : 33% entre 2001 et 2010, 15,2% entre 2011 et 2019, à 6% entre 2020 et 2021. La Thaïlande cherche aujourd'hui à inverser la tendance en misant notamment sur le développement de la voiture électrique et l'économie numérique. Pour l'heure, les investissements étrangers dans ces secteurs restent néanmoins relativement limités. La Thaïlande reste confrontée à des difficultés structurelles pesant sur son attractivité, notamment le vieillissement de la population et le manque de main d'œuvre disponible (pénurie de 500 000 travailleurs dans les secteurs des services et manufacturier) et qualifiée (insuffisance du système éducatif), un coût du travail dans le secteur manufacturier plutôt élevé (460 USD par mois en moyenne, au-dessus de la Malaisie, de l'Indonésie, de l'Inde et du Vietnam) et un manque d'investissement public et privé, notamment en matière d'innovation.

Philippines

Moins de contraintes sur l'investissement étranger dans plusieurs secteurs

Dans son avis n°21/2022, le ministère de la Justice (DOJ) a interprété la section 2 de l'article XII de la Constitution, qui prévoit un plafond de 40% de participation étrangère sur les projets d'exploration, de développement et d'utilisation des ressources naturelles, comme ne s'appliquant pas aux énergies solaire, éolienne et marine (hydrolienne, marémotrice). Selon le DOJ, l'intention du constituant a été de préserver les ressources naturelles limitées de l'archipel et ne devrait donc pas s'appliquer à ces énergies renouvelables. Cet avis ouvre la voie à l'ouverture complète de ces secteurs aux capitaux étrangers, qui nécessitera néanmoins un amendement aux règlements d'exécution de la loi de 2008 sur les énergies renouvelables par le ministère de l'Énergie (DOE). Le gouvernement prévoit d'augmenter la part des renouvelables dans le mix énergétique à 35% en 2035, puis 50% en 2040 (contre 22% actuellement). Dans cette logique, le DOE a ajusté le pourcentage annuel d'augmentation obligatoire de la part renouvelables dans le portefeuille des sociétés des distributions d'électricité à 2,5% (contre 1% initialement).

Inflation en septembre au plus haut depuis 2018

L'inflation globale atteint 6,9% en septembre en glissement annuel, contre 6,3% en août. Depuis le début de l'année, l'inflation moyenne atteint 5,1%, et excède de l'intervalle cible fixé par la banque centrale entre 2 et 4%. L'accélération de l'inflation globale est principalement portée par la hausse des prix de l'alimentation et des boissons non alcoolisées (7,4%), du logement, de l'eau, de l'électricité et du gaz (7,3%). Les pressions sur les prix alimentaires devraient perdurer, voire s'accroître en lien avec les dommages causés par le supertyphon Karding sur la production agricole. Par ailleurs, l'inflation est entretenue par la dépréciation du peso philippin, qui a perdu plus de 13% de sa valeur face au dollar depuis le début de l'année, dans un contexte de creusement du déficit commercial de l'archipel (34,9 Mds USD au S1-2022) aggravé par la hausse en valeur des importations de combustibles minéraux et de leurs dérivés (+133,6% en glissement annuel, soit 20,5% des importations totales).

Cambodge

Objectifs de croissance à long terme à revoir

Le premier ministre HUN Sen revoit à la baisse les objectifs de croissance du pays à long terme. Devenu pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure mi-2016, les autorités prévoyaient qu'il accéderait au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure en 2030, selon le classement de la Banque mondiale. Et ces prévisions voyaient le pays devenir à haut revenu en 2050. Las ! Influence de la crise sanitaire et d'un contexte international plombé par la guerre d'agression russe en Ukraine freinent cette évolution. Pourtant, le pays a connu une croissance annuelle moyenne de 7% jusqu'en 2019. D'autres facteurs, moins mis en avant et plus qualitatifs, expliquent ce retard, comme les problèmes de formation de la main d'œuvre et la qualité des infrastructures. Une fois la phase de rattrapage économique, rapide et relativement simple est dépassée, la croissance doit en effet être plus qualitative.

Rattrapage du déficit en infrastructures

Les investissements chinois se sont multipliés au Cambodge, ces dernières années, en lien avec les nouvelles routes de la soie (BRI). On peut citer pêle-mêle zone économique spéciale, nouvel aéroport, première autoroute... Cela a permis de combler le retard du pays en termes d'infrastructures, mais les coûts associés sont connus : piège de la dette, impact environnemental, corruption et manque de transparence... À Sihanoukville, ce développement rapide est désormais associé à une traite des êtres humains et à des trafics en tout genre, défavorables à l'image du pays. Pour mémoire, la dette totale du Cambodge était de 9,5 Mds USD à la fin 2021, dont 42% dus à la Chine. Une amélioration de la transparence de ces projets permettrait d'en améliorer le bilan, mais elle n'est pas à l'ordre du jour.

Laos

Concurrence modale : trou d'air pour Lao Airlines

En raison de l'importante concurrence exercée par la ligne ferroviaire Laos-Chine, pratique, rapide et bon marché, Lao Airlines suspend ses vols entre Vientiane et Oudomxay (province au nord-ouest du pays). Mais le trou d'air s'explique encore par un retour insuffisant des touristes étrangers. De fait, la liaison Vientiane-Luang Prabang comptait 3-4 vols par jour avant crise, contre un aujourd'hui. Pour autant, Lao Airlines ne suspend pas cette liaison. De la poule ou de l'œuf... il semble difficile de ne pas maintenir de liaison aérienne vers l'ancienne capitale royale, au risque d'éloigner un peu plus les touristes quitte à perdre de l'argent à court terme.

Monnaie affaiblie, inflation renforcée

Selon l'Asian Development Outlook 2022 (Banque asiatique de développement, sept. 2022), le kip s'est déprécié de 37,4% face au dollar américain et de 32,9% par rapport au baht thaïlandais entre janvier et août. C'est plus sur le marché parallèle. Les risques associés à l'endettement considérable du pays expliquent cette évolution défavorable, qui renchérit fortement les prix des produits importés et alimente l'inflation dans un contexte global déjà défavorable. Cette inflation pose des difficultés particulières pour les carburants, dont le prix est administré, forçant les autorités à le réévaluer. Le déficit commercial traditionnel du pays se creuse donc. Selon la BASD, l'inflation atteignait 30,1% en glissement annuel, au plus haut depuis 22 ans. Elle pourrait atteindre 17% pour 2022, avant de retrouver un niveau plus raisonnable de moins de 5% en 2023.

Birmanie

Mesures de la banque centrale pour réduire l'inflation

Afin de lutter contre l'inflation, la Banque centrale birmane (CBM) a décidé de relever le ratio des dépôts détenus par les banques commerciales auprès de la banque centrale de 2,25% à 2,5% et, parallèlement, d'abaisser le ratio de réserve de liquidités de 0,75% à 0,5%. Afin que le surplus de liquidité engendré soit placé comme dépôt auprès de la banque centrale. Comme mesure supplémentaire, la CBM s'apprête à émettre des titres obligataires afin d'abaisser la masse monétaire en circulation.

Retrait de Puma Energy

Puma Energy, la compagnie pétrolière en aval (« midstream ») et filiale du groupe suisse de négoce de matières premières Trafigura Beheer, a annoncé qu'elle se retirait de Birmanie en vendant ses parts détenues dans « National Energy Puma Aviation Services » (NEPAS), une co-entreprise avec l'entité publique Myanmar Petrochemical Enterprise du Ministère de l'Énergie, et dans « Puma Energy Asia Sun » (PEAS) à une compagnie privée locale. Puma domine le marché du carburant pour avions en Birmanie, détenant le plus grand terminal de stockage de carburant du pays à Thilawa.




Tableau de bord macroéconomique

ASEAN - Conjoncture économique

Mise à jour : 7 octobre 2022

PRÉVISIONS BASD (sept-22)

COVID-19 (au 6/10/22)

CROISSANCE ANNUELLE	2021	2022	2023	Moyenne 7 jours	Moyenne 30 jours	Tendance	Vacc./pop. totale
ASEAN	3,3%	4,9%	5,1%	11 026	11 888	↓	68%
Indonésie	3,7%	5,0%	5,4%	1 361	2 027	↓	62%
Thaïlande	1,5%	3,0%	2,9%	237	706	↓	75%
Singapour	7,6%	4,3%	3,7%	4 186	2 760	↑	94%
Philippines	5,7%	6,0%	6,5%	2 251	2 176	↑	64%
Malaisie	3,1%	6,0%	6,0%	1 616	1 846	↓	82%
Vietnam	2,6%	6,5%	6,5%	968	1 997	↓	86%
Birmanie	-5,9%	-0,3%	2,0%	385	323	↑	51%
Cambodge	3,0%	5,3%	5,3%	5	8	↓	88%
Laos	2,3%	3,4%	2,5%	18	47	↓	70%

PMI MANUFACTURIER	sept-22	août-22	juil-22	juin-22	mai-22	avr-22	mars-22
ASEAN	53,5	52,3	52,2	52,0	52,3	52,8	51,7
Birmanie	43,1	46,5	46,5	48,2	49,9	50,4	47,1
Indonésie	53,7	51,7	51,3	50,2	50,8	51,9	51,3
Malaisie	49,1	50,3	50,6	50,4	50,1	51,6	49,6
Philippines	52,9	51,2	50,8	53,8	54,1	54,3	53,2
Singapour (Global PMI)	57,5	56,0	58,0	57,5	59,4	56,7	52,9
Thaïlande	55,7	53,7	52,4	50,7	51,9	51,9	51,8
Vietnam	52,5	52,7	51,2	54,0	54,7	51,7	51,7

PIB TRIM. (g.a)	T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21	T1-21
Indonésie		5,4%	5,0%	5,0%	3,5%	7,1%	-0,7%
Malaisie		8,9%	5,0%	3,6%	-4,5%	15,9%	-0,5%
Philippines		7,4%	8,2%	7,8%	7,0%	12,1%	-3,8%
Singapour		4,4%	3,8%	6,1%	7,5%	15,8%	2,0%
Thaïlande		2,5%	2,3%	1,8%	-0,2%	7,7%	-2,4%
Vietnam	13,7%	7,8%	5,1%	5,2%	-6,0%	6,7%	4,7%

CONSOMMATION (g.a)	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21	T1-21	T4-20
Indonésie	4,2%	3,2%	3,8%	1,0%	6,2%	-1,8%	-2,7%
Malaisie	15,3%	5,7%	3,2%	-2,3%	11,0%	-0,3%	-1,6%
Philippines	8,6%	10,0%	7,5%	7,1%	7,3%	-4,8%	-7,3%
Singapour	12,2%	5,1%	2,6%	4,1%	23,0%	-6,9%	-10,7%

	Thaïlande	6,9%	3,5%	0,4%	-3,2%	4,7%	-0,3%	0,8%
	Vietnam	6,1%	4,3%	2,1%	1,6%	3,6%	4,6%	-
IPC / INFLATION (g.a)								
		sept-22	août-22	juil-22	juin-22	mai-22	avr-22	mars-22
	Indonésie	6,0%	4,7%	4,9%	4,3%	3,6%	3,5%	2,6%
	Laos	34,1%	30,0%	25,6%	23,6%	12,8%	7,3%	8,5%
	Malaisie		4,7%	4,4%	3,4%	2,8%	2,3%	2,2%
	Philippines	6,9%	6,3%	6,4%	6,1%	5,4%	4,9%	4,0%
	Singapour		7,5%	7,0%	6,7%	5,6%	5,4%	5,4%
	Thaïlande	6,4%	7,9%	7,6%	7,7%	7,1%	4,6%	5,7%
	Vietnam	3,9%	2,9%	3,1%	3,4%	2,9%	2,6%	2,4%
EXPORTATIONS (g.a, Mds USD)								
		août-22	juil-22	juin-22	mai-22	avr-22	2021	2020
	Indonésie	29,9%	32,0%	41,0%	27,2%	47,9%	231,6	163,2
	Malaisie	40,0%	30,7%	30,3%	22,9%	16,6%	299,4	234,8
	Philippines		-4,2%	1,0%	6,4%	6,2%	74,7	65,2
	Singapour	9,1%	4,0%	4,6%	7,7%	3,9%	457,1	373,8
	Thaïlande	7,5%	4,3%	11,8%	10,5%	9,9%	272,0	231,6
	Vietnam	27,8%	9,9%	21,4%	18,1%	24,9%	336,2	282,6
CPTE COURANT (% du PIB)								
		T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21	T1-21	T4-20
	Cambodge		-34,4%	-58,7%	-25,2%	-46,2%	-52,6%	-34,4%
	Indonésie	1,1%	0,1%	0,5%	1,6%	-0,7%	-0,4%	0,1%
	Malaisie	1,0%	0,7%	3,6%	4,8%	3,6%	3,2%	0,7%
	Philippines	-7,7%	-4,3%	-3,3%	-1,1%	-1,3%	-0,1%	-4,3%
	Singapour	18,8%	20,1%	18,6%	20,0%	20,1%	13,7%	20,1%
	Thaïlande	-6,6%	-2,0%	-1,3%	-3,7%	-2,1%	-1,3%	-2,0%
CPTE FINANCIER (Mds USD)								
		T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21	T1-21	T4-20
	Cambodge		-2,7	-3,8	-2,1	-2,9	-3,3	-1,6
	Indonésie	1,1	2,1	2,2	-6,9	-1,7	-5,8	1,0
	Laos	-0,1	0,2	-0,1	0,1	-0,4	0,1	-0,4
	Malaisie	-0,1	-7,3	-0,2	0,0	1,0	-4,1	2,4
	Philippines	-2,9	-4,3	-5,8	-2,6	-2,9	4,3	-7,6
	Singapour	-73,8	-56,2	-15,4	1,6	-4,5	10,3	13,9
	Thaïlande	-0,9	-3,7	-0,8	-2,6	2,7	6,7	2,3
	Vietnam	-8,9	-3,4	-6,9	-8,7	-10,1	-5,1	-5,4
TAUX DE CHÔMAGE								
		T3-22	T2-22	T1-22	T4-21	T3-21	T2-21	T1-21
	Malaisie	3,9%	4,1%	4,3%	4,7%	4,8%	4,8%	4,8%
	Philippines	5,7%	6,4%	7,4%	6,9%	8,7%	8,8%	8,7%

Singapour	2,7%	2,0%	2,1%	2,5%	3,4%	2,6%	2,8%
Thaïlande	1,4%	1,5%	1,6%	2,3%	1,9%	2,0%	1,9%
Vietnam	2,3%	2,5%	3,6%	4,0%	2,6%	2,4%	2,6%

TAUX DIRECTEURS	Vietnam	Thaïlande	Malaisie	Indonésie	Philippines	Laos	Birmanie
	3,50%	1,00%	2,50%	4,25%	4,25%	3,10%	7,00%
Dernier changement :	sept-22	sept-22	sept-22	sept-22	sept-22	mai-22	mai-20

TAUX DE CHANGE	06/10/22	1 mois	Ytd	1 an	2021	2020	2019
VND/USD	23 658	1,8%	4,8%	3,9%	14 313	14 577	14 146
SGD/USD	1,43	2,8%	5,7%	6,2%	4,15	4,20	4,14
IDR/USD	15 196	2,3%	6,5%	6,7%	49,27	49,64	51,8
MYR/USD	4,65	3,6%	11,4%	11,1%	1,34	1,38	1,36
THB/USD	37,30	3,9%	11,6%	11,6%	32,00	31,29	31,05
PHP/USD	58,90	5,2%	16,0%	16,2%	23 161	23 209	23 055

MARCHÉS FINANCIERS	30/09/22	1 mois	Ytd	1 an	2021	2020	2019
MSCI AC ASEAN	1 293	-6,3%	-12,7%	-11,6%	0,2%	-6,2%	8,8%
S&P 500	3 586	-9,3%	-24,8%	-16,8%	26,9%	16,3%	28,9%
Brent (USD/baril)	\$89,7	-10,6%	20,9%	20,5%	\$70,8	\$41,8	\$64,4

Sources : CEIC, WHO, Our World in Data, FMI, IHS Markit, S&P, MSCI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Esma LAOUADI, Olivia PEZARD, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : esma.laouadi@dgtresor.gouv.fr ; olivia.pezard@dgtresor.gouv.fr ; eva.thach@dgtresor.gouv.fr



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité